



CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 ET R.2124-2 ET R.2161-2 A
R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE ET
MARCHES SUBSEQUENTS
DE FOURNITURES ET SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

OBJET DE LA CONSULTATION

**Impression, mise sous plis, colisage et
livraison des supports de communication pour
les établissements du groupement hospitalier
de territoire "Rouen Cœur de Seine"**

Pochettes d'archives

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 1 - OBJET – PROCEDURE - FORME	4
ARTICLE 2 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 6 - TERMES NON COUVERTS PAR L'ACCORD- CADRE	7
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 1 - OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS COMMUNES A L'ACCORD CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	8
ARTICLE 1 - CONDITIONS DE COMMANDE	8
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LIVRAISON	9
ARTICLE 3 - OPERATIONS DE VERIFICATION	11
ARTICLE 4 - TRANSFERT DE PROPRIETE	12
ARTICLE 5 - RESPONSABILITE	12
ARTICLE 6 - CONTENU DES PRIX.....	12
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT	12
ARTICLE 8 - PENALITES DE RETARD	14
ARTICLE 9 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DANS LA CONSISTANCE DE L'ACCORD CADRE ET/OU D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT	15
ARTICLE 11 - ASSURANCES	15
ARTICLE 12 - RESILIATION	15
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	15
ARTICLE 14 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	16
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

Contexte

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU de Rouen désigne donc le CHU de Rouen agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS DE L'ACCORD CADRE

ARTICLE 1 - OBJET – PROCEDURE - FORME

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'impression, la mise sous plis, le colisage et la livraison des supports de communication pour les établissements du GHT Rouen Cœur de Seine : Pochettes d'archives, conformément aux informations présentes dans l'annexe 1 du présent CCAP.

Les établissements concernés par le présent Accord-Cadre sont : le CHU de Rouen, le CH du Rouvray et le CH d'Yvetot.

1.2 - Procédure

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles R.2124-1 à R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.3 - Forme

Conformément à l'article R2162-3 du Code de la Commande Publique, le marché est un Accord-Cadre qui sera exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents dans les conditions prévues aux articles R2162-7 à R2162-12 du Code de la Commande Publique et en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions prévues aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

La partie de l'Accord-cadre est à bons de commande correspond aux fournitures listées au BPU du présent Accord-cadre susceptibles d'être commandées par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine au fur et à mesure de leurs besoins ; et la partie de l'Accord-Cadre exécutée par la conclusion de marchés subséquents correspondra aux besoins nouveaux et non prévus dans le BPU de l'Accord-Cadre.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires tel que défini au BPU.

Conformément au 3° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 60 000 € HT pour toute la durée de validité du marché public.

L'accord-cadre est **mono-attributaire**.

1.4 - Allotissement

L'Accord-Cadre est non alloti.

ARTICLE 2 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 21 avril 2026.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'Accord-cadre, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe n°1 : BPU ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 : liste des établissements du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement.
 - annexe 2 : codes CHORUS
 - annexe 3 : fiche pratique "déposer une facture sur le portail CHORUS"
 - annexe 4 : fiche RSE.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le mémoire technique des titulaires du lot concerné ;
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent accord cadre mais réputés connus du titulaire.

L'accord-cadre s'exécute par les pièces désignées ci-dessus, les bons de commande et les marchés subséquents.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

4.1 - Modalités d'émission des bons de commande

La partie de l'Accord-cadre est à bons de commande, il correspond aux fournitures listées au BPU du présent Accord-cadre susceptibles d'être commandées par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine au fur et à mesure de leurs besoins.

Les conditions de commandes sont détaillées à l'article 2 du chapitre 3.

4.2 - Modalités d'attribution des marchés subséquents

La partie de l'Accord-Cadre exécutée par la conclusion des marchés subséquents correspond aux besoins nouveaux et non prévus dans le BPU de l'Accord-Cadre ;

Un marché subséquent sera attribué à l'unique titulaire de l'accord-cadre.

4.2.1 Passation des marchés subséquents

Les marchés qui seront conclus sur le fondement de l'Accord-cadre concerné seront les documents écrits qui préciseront les caractéristiques qui n'ont pas été fixées dans l'Accord Cadre. Ils sont désignés sous le nom de marchés subséquents.

4.2.2 Organisation de la passation d'un marché subséquent

Dans l'hypothèse de l'apparition d'un nouveau besoin, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) sollicitera le titulaire de l'Accord-Cadre sur la base d'une lettre de consultation, d'un acte d'engagement d'un bordereau des prix unitaires et d'un descriptif technique propres à un besoin précis.

4.2.3 Situation juridique et coordonnées des cocontractants à l'accord-cadre

Les cocontractants sont tenus d'informer le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement de leur situation juridique ou de leurs coordonnées dans la mesure où ces coordonnées sont utilisées par le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pour transmettre les dossiers de consultation relatifs à chaque marché subséquent.

La validité de ces coordonnées est de la responsabilité des cocontractants.

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"
--

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 - Obligations des Titulaires

Le titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement concernant :

- La raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Le compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'ils souhaitent être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire ;

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

Le Titulaire s'engage à tenir le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) informé de manière régulière de l'exécution des prestations objet du marché subséquent.

Il leur appartient, notamment, de conseiller le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pendant toute la durée d'exécution des accords-cadres et des marchés subséquents, de les avertir de toute difficulté qu'ils pourraient percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui leur sont confiées.

A ce titre, le Titulaire doit notamment :

- Conseiller le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) sur tout choix ou toute demande effectué(e) par eux dont ils auraient connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- Alerter de manière motivée le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) sur tout événement dont ils ont connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et les engagements visés par le marché subséquent du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine), y compris si cet événement est imputable au CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) ;
- Tenir le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) informé de toute évolution ou incident dont ils auraient connaissance et qui pourraient en affecter la mission en proposant toute solution appropriée ;
- Signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui sont communiqués par le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) dans le cadre de l'exécution de son marché, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le projet.

Le Titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'ils sont tenu de fournir au CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) dans les cas mentionnés ci-dessus où il est prévu que celui-ci doit-être informé.

5.2 - Obligations du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine)

Dès la prise d'effet des accords-cadres, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) s'engage à désigner un contact de façon à faciliter les relations avec chaque Titulaire. Il s'engage à maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre une collaboration active et régulière avec eux.

Par ailleurs, dès la notification des marchés subséquents, et pour permettre aux équipes de chaque Titulaire de réaliser les prestations leur incombant dans les délais qui lui sont impartis, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) s'engage à :

- Remplir leur devoir d'information, et notamment fournir toutes les informations et documents leur paraissant nécessaires à la bonne réalisation des prestations,
- Faciliter la tâche du Titulaire retenu lors de la prise de connaissance de l'environnement organisationnel des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine,
- Signaler aux Titulaires retenus, par tout moyen approprié, et confirmer par écrit, dès qu'ils en ont connaissance, tout événement ou évolution nécessitant une intervention de celui-ci et entrant dans le champ d'application des présents accords-cadres.

ARTICLE 6 - TERMES NON COUVERTS PAR L'ACCORD- CADRE

Les termes non couverts par les accords-cadres concernés qui feront l'objet de passation de marchés subséquents sont :

- Les prix unitaires du marché subséquent concerné ;
- Les fournitures à réaliser et à livrer ;
- Les délais de livraison ;

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 1 - OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Selon l'accord cadre concerné, l'objet des marchés subséquents porte sur les pochettes d'archives.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG-FCS, les pièces constitutives des marchés subséquents seront au minimum les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes :
 - o Bordereau des Prix Unitaires,
 - o Descriptif technique
- L'accord-cadre (l'intégralité des pièces constitutives de l'accord-cadre détaillée à l'article 3 du chapitre 1),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021),
- Le mémoire technique du titulaire.

Les marchés subséquents s'exécutent par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 - Forme des Marchés Subséquents

Les marchés subséquents seront passés sur le fondement de l'accord-cadre en application des articles R.2162-7 à R.2162-12 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents qui seront conclus sur le fondement du présent accord-cadre préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans le présent accord-cadre initial.

Les marchés subséquents prennent la forme d'accord-cadre fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique et au CCAP du présent accord-cadre.

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"
--

Ces marchés subséquents seront conclus sans minimum mais avec un maximum conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents sont des marchés mono-attributaire.

Enfin, les marchés subséquents qui seront conclus sur le fondement des présents accords-cadres sont des marchés subséquents traités à prix unitaire.

3.2 - Durée des Marchés Subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera fixée dans l'Acte d'Engagement propre au marché subséquent concerné.

Les marchés subséquents peuvent être conclus dès la notification de l'Accord-Cadre.

L'échéance des marchés subséquents pourra être postérieure à la durée de l'Accord-Cadre dès lors que les marchés subséquents auront été notifiés pendant la durée de l'Accord-Cadre.

La durée d'exécution des marchés subséquents sera sans impact sur l'engagement du CHU de Rouen de respecter les règles de remise en concurrence périodique à l'issue de la durée de l'Accord-Cadre.

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS COMMUNES A L'ACCORD CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 1 - CONDITIONS DE COMMANDE

1.1 - Emission des commandes

Les bons de commande sont émis par chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine listés en annexe n°1 au présent CCAP, au fur et à mesure de ses besoins.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable au titulaire.

Conformément aux articles 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. La date de réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer en référence au BPU de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents ;
- La date ou le délai de livraison ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Le prix unitaire des fournitures commandées ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine listés) l'annexe n°1 du présent CCAP.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché ou de l'Accord-Cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine ne peut

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"

cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché ou de l'Accord-Cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

1.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

1.3 - Annulation d'un bon de commande

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine listés à l'annexe n°1 du présent CCAP peuvent, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LIVRAISON

2.1 - Objet de la livraison

Les produits livrés devront correspondre à la référence, et selon la quantité indiquée sur le bon de commande des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les marchandises livrées sont vérifiées sommairement au moment de la livraison, par le réceptionnaire de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, en qualité et en quantité de colis, par rapport à la quantité annoncée livrée par le transporteur, en présence du transporteur.

À l'arrivée de la marchandise au lieu prévu sur le bon de commande, celle-ci peut être refusée et retournée aussitôt au titulaire en cas de non-conformité apparente, comme l'écrasement, la mouille, la casse. Dans ce cas, la livraison sera refusée en totalité, même si la totalité des colis n'est pas endommagée. Le retour est à la charge du titulaire. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peut cependant accepter de conserver la marchandise endommagée, sous réserve que le titulaire s'engage à ne pas la facturer ou s'engage à remplacer gratuitement les produits endommagés.

En cas de marchandises endommagées ou de non-conformité des marchandises, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné le signifie au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai ouvré de 72 heures, à compter de la réception des marchandises.

En cas de réception de marchandises endommagées ou de marchandises non conformes à la commande, les frais de reprise, de retour et de re-livraison sont à la charge du titulaire.

2.2 - Délais de base

Les délais contractuels de livraison (BAT + livraison) seront ceux donnés par le titulaire dans le BPU.

Les délais de livraison commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

En cas d'empêchement ou de retard, le fournisseur est tenu d'informer l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

2.3 - Transport

Le transport est effectué par le titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, en Franco de port.

- Frais de transport :

Le transport des fournitures est à la charge matérielle et financière du titulaire.
(FRANCO DE PORT SANS MINIMUM DE COMMANDE)

- Risques inhérents au transport :

Le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra être facturée à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du titulaire.

En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

2.4 - Emballage/conditionnement

Le titulaire s'engage à utiliser des emballages recyclés ou recyclables.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique. Les livraisons multi-colis doivent impérativement être conditionnées sur palettes filmées.

Les palettes devront être suffisamment résistantes pour pouvoir être gerbées sur des racks de stockage.

Pour le CHU de Rouen :

Les dimensions des palettes seront :

- 120cm x 80cm

- Hauteur maximum : 180 cm

Dans la mesure du possible, le titulaire devra respecter le principe de palette mono-référence.

Les palettes ne seront pas échangées.

En cas de livraison regroupant plusieurs commandes, le conditionnement devra respecter le principe d'un colisage par numéro de commande, avec identification des colis par numéro de commande.

2.5 - Lieux de livraison

Pour le CHU Rouen Normandie, les livraisons des dispositifs s'effectuent à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE
PLPH - Plateforme logistique pharmaceutique hospitalière
2 Avenue Jean Baptiste Le Bas
76120 le Grand Quevilly

Pour les autres établissements les livraisons sont effectuées aux adresses indiquées à l'annexe 1 du présent CCAP.

Dans la mesure du possible la livraison de chaque ensemble doit être réalisée dans sa totalité et en une seule fois.

Le titulaire doit prévoir et mettre en œuvre les moyens mécaniques, logistiques et humains pour acheminer les marchandises sur le lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement du CHU Rouen Normandie et accepte toutes les contraintes de nature à affecter les opérations de livraison en sécurité.

Le titulaire est tenu de recourir aux modalités de transport adaptées à l'établissement. A ce titre, la plateforme logistique du CHU Rouen Normandie est équipée de quais de réception niveleurs à la lèvre basculante pour camion poids lourd. Pour accéder à ces quais, les livraisons doivent être faites avec des véhicules sans hayon. L'aire de déchargement permet d'accueillir des camions porteurs avec remorque

La plateforme possède également une rampe d'accès pour véhicule léger.

La livraison de chaque commande doit être réalisée dans sa totalité et en une seule fois.

Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

2.6 - Documents à fournir

Chaque livraison doit impérativement être accompagnée d'un bon de livraison du titulaire, qui doit être visible et accessible sans avoir à ouvrir les colis et précisant :

- Le nom du titulaire et son adresse ;
- La date de livraison ;
- La référence de la commande de l'établissement ;
- Les caractéristiques de la marchandise ;
- Les quantités livrées.

Le bordereau de livraison du transporteur sera tamponné par le réceptionnaire de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné et remis au transporteur comme preuve de livraison et réception de la marchandise. Le tampon apposé par le réceptionnaire ne vaut pas vérification et admission des prestations ; ces opérations de vérification et d'admission sont effectuées postérieurement à la livraison dans les conditions décrites ci-après.

ARTICLE 3 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Elles auront lieu au sein de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné dans un délai de 15 jours à compter de la livraison. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du titulaire.

La fourniture et les prestations de services doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné pourra y faire face, décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-FCS, l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire par un tiers n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pouvant résilier le marché pour faute ou poursuivre les relations contractuelles.

ARTICLE 4 - TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE

5.1 - Garantie

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

5.2 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

ARTICLE 6 - CONTENU DES PRIX

6.1 - Prix unitaires

Les prix sont traités à prix unitaires.

Les prix unitaires sont fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

6.2 - Révision des prix

Les prix de l'Accord-Cadre sont fermes.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire mais également pour les petites et moyennes entreprises.

Le dépôt est obligatoire depuis le 1er janvier 2020 : pour les microentreprises (moins de 10 salariés).

La facture dématérialisée est un réel outil de simplification des rapports entre les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et leurs fournisseurs.

7.1.1 Dépôt de la facture électronique

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>)

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 4)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine. La liste des codes service CHORUS est fournie en annexe au présent CCAP (Annexe 3), ainsi que les numéros de SIRET des différents établissements concernés.

7.2 - Conditions de règlement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés.

Le paiement s'effectuera conformément aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"

7.3 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande sans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;

- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

7.4 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°1.

7.5 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine), dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché subséquent.

7.6 - Nantissement

Le Titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Directrice Générale du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances.

7.7 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 8 - PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;
et R = Le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Dispositions générales

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, le CHU de Rouen se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, le CHU de Rouen, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. Le pouvoir adjudicateur pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 9 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et des différents marchés subséquents.

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses personnels salariés ou non et à ses partenaires.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DANS LA CONSISTANCE DE L'ACCORD CADRE ET/OU D'UN MARCHE SUBSEQUENT

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution d'un des marchés subséquents.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 38 à 45 CCAG-FCS sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

CCAP – Impression, mise sous plis, colisage et livraison des supports de communication pour les établissements du groupement hospitalier de territoire "Rouen Cœur de Seine"
--

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 14 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R.2197-1, R.2197-16 et R.2197-23 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Chapitre 1 - Article 3	Article 4.1
Chapitre 2 - Article 2	
Chapitre 3 - Article 1.1	Article 3.7.1
Chapitre 3 - Article 2.4	Article 20.2
Chapitre 3 - Article 3	Article 36.1
Chapitre 3 - Article 8	Articles 14.1.1 & 14.1.3

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent accord-cadre.